

LA GREVE DES ELECTEURS ET DES ELECTRICES.

LES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES N'ONT PAS FINI DE NOUS ENTERRER. Ce qui était déjà perceptible au printemps dernier via les manœuvres aussi rapaces que ridicules de quelques politiciens lors des récentes oppositions à la loi travail et son immonde. Mais, de mémoire, jamais un meeting politique, ni aucune élection n'ont mis en branle quoi que ce soit : et ce sont mine de rien et avec parfois des accents contestataires qui sonnent très faux autant de manœuvres pour ramener le "troupeau" dans le giron du pouvoir.

L'élection serait en effet l'antidote face à une situation sociale, politique et économique qui n'a pas fini de nous bouffer la vie. Nous n'aurions le choix qu'entre diverses formes alternantes de gestion (durable) de la domination et de l'exploitation : l'une par sa gauche, l'autre par sa droite. Quant aux coups de menton des anti système de service "ni droite ni gauche", il ne faut pas oublier qu'ils et elles appartiennent aux couches les plus intégrées de la société, leurs discours et leurs promesses n'engagent que celles et ceux qui les écoutent. En somme, le changement dans le statu quo.

Et, sur fond d'état d'urgence qui devient un mode de gouvernance social normal, ce que vise en dernière instance ce processus c'est de nous la boucler toujours plus, en imposant le consensus et la paix sociale alors que tout a déjà failli. C'est une nouvelle élection qui donne le coup de sifflet final et arrive à la bonne heure au lendemain d'un mouvement social au terme duquel le pouvoir socialiste n'a pas cillé, donnant au passage une puissance relativement inédite à l'appareil d'Etat, sans concéder la moindre queue de cerise.

Et à la gauche de la gauche, le constat n'est guère plus réjouissant : des jeunes et des vieux loups de la politique se partagent le soin de nous proposer, véritable oxymore, l'insurrection citoyenne par les urnes. A titre d'exemples, de telles levées de rideau de fumée ont déjà eu lieu non loin d'ici : les "volte-faces" des gauches radicales en vue en Grèce comme en Espagne, une fois ces dernières au pouvoir (répression des grèves, expulsions de migrants, expulsions de squats, etc.) ne sont ni des accidents ni des trahisons, mais plutôt les prolongements politiques de logiques alternatives qui font finalement bonne réception à l'ordre des choses étatique et capitaliste.

Et ici, on ne manque déjà pas, à titre de repoussoir, d'agiter l'épouvantail, certes peu ragoûtant, de l'extrême droite : cela devrait suffire à persuader les plus rétifs de céder sur le refus du vote et de l'adhésion au pouvoir. C'est d'un chantage dont il s'agit en réalité. Chantage qui devrait faire le lit à un énième front républicain. Etrange imposture que celle-là : on voudrait nous faire croire que la lutte contre l'extrême droite s'opère par les urnes. Ce qui serait simplement comique si cela n'avait effectivement dans les faits des conséquences catastrophiques, parce que beaucoup d'idées et de mesures prises à droite comme à gauche, et que ne renieraient pas l'extrême droite, ont pu s'épanouir ces dernières années : lois de sécurités quotidiennes, constructions de nouvelles prisons, contrôle accru des populations cibles immigrées, proposition de déchéance de nationalité, etc.

Et c'est également oublier un peu vite que l'état a toujours occupé une position privilégiée dans le processus d'assimilation des idées fascistes. Et, l'expérience simple indique qu'il est possible de se passer de l'Etat, des partis et des représentations de tout poil en privilégiant la lutte et l'action directe. Même si elles n'obtiennent parfois que des succès relatifs, et malgré les coups de boutoirs de la répression, de la collaboration active des partis, des syndicats et des représentants de tout poil, il n'en reste pas moins que les liens qui s'y tissent, l'élaboration collective qui y président, la transformation des individu-e-s qu'elles suscitent, et les moments libérés des carcans institutionnels qu'elles dégagent portent en germe des promesses d'émancipation que rien ne saurait jamais remplacer.

Nous appelons donc à perturber le jeu électoral. Il nous semble important d'affirmer une présence commune qui vise à saper le rapport au pouvoir et à la représentation, tant dans nos vies quotidiennes que dans nos luttes, et d'insuffler un autre souffle à cette période. Nous n'entendons pas seulement être ingouvernables, nous n'aspirons également nullement à gouverner.

Nous ne visons pas plus la destitution du pouvoir car nous ne souhaitons pas nous y incarner du tout, nous visons juste sa destruction. Cette période électorale est donc pour nous l'occasion d'articuler l'anti électoralisme et l'incarnation d'un tel refus via une capacité d'intervention autonome à travers des initiatives variées telles que par exemple la perturbation des campagnes et des permanences électorales, l'organisation de concerts de soutien à l'abstention, etc. Il est temps de fédérer les énergies car il y en a. Cet appel à contrecarrer cette mascarade électorale, mais pas que, nous l'espérons le plus contagieux et le plus extensif possible. Parce qu'aucune élection ne saurait jamais consommer notre soif de liberté même dans le meilleur des mondes !

L'assemblée autonome,
« La grève des électeurs et des électrices »
assembleeautonome.caen@riseup.net